

## STRATÉGIES DE RÉSILIENCE EN PÉRIODE DE CRISE CACAOYÈRE ET ALIMENTAIRE DANS LA SOUS-PRÉFECTURE DE DANIA

### RESILIENCE STRATEGIES IN TIMES OF A PEANUT AND FOOD CRISIS IN DANIA SUB-PREFECTURE

**Brou Michel Hermann DALLY**

Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

[dallyhermann4@gmail.com](mailto:dallyhermann4@gmail.com)

**Résumé :** La sous-préfecture de Dania est, depuis bien longtemps, confrontée à une crise cacaoyère. Le vieillissement des vergers, l'amenuisement des surfaces cultivées et la baisse de la production ont induit les ménages agricoles dans une pauvreté extrême, leurs revenus ayant considérablement baissé. Ainsi, beaucoup de ménages se retrouvent en insécurité alimentaire, incapables de subvenir à leurs besoins alimentaires quotidiens. Face à cette situation, les paysans mettent en œuvre diverses stratégies dans les exploitations agricoles. L'objectif de cette étude est de montrer, comment, les ménages agricoles de la sous-préfecture de Dania, par ces stratégies, essaient d'améliorer leur situation alimentaire dégradée par la crise cacaoyère. Pour ce faire, des enquêtes socio-économiques ont été menées auprès de 247 ménages. Les résultats ont montré que les stratégies des paysans sont portées par des logiques de réduction des coûts d'exploitation des cacaoyères, d'augmentation qualitative et quantitative de la production vivrière et de diversification des sources de revenu.

**Mots-clés :** Crise cacaoyère, Dania, Insécurité alimentaire, Ménages agricoles, Stratégies.

**Summary :** The Dania sub-prefecture has been facing a cocoa crisis for a long time. The aging of the orchards, the shrinking of cultivated areas and the drop in production have led agricultural households into extreme poverty, their incomes having dropped considerably. Thus, many households find themselves in food insecurity, unable to meet their daily food needs. Faced with this situation, farmers implement various strategies on farms. The objective of this study is to show how agricultural households in the sub-prefecture of Dania, through these strategies, try to improve their food situation degraded by the cocoa crisis. To do this, socio-economic surveys were conducted among 247 households. The results showed that the strategies of the peasants are carried by logics of reduction of the costs of exploitation of the cocoa plantations, qualitative and quantitative increase of the food production and diversification of the sources of income.

**Keywords :** Cocoa crisis, Dania, Food insecurity, Farm households, Strategies.

## Introduction

Héritage d'une administration coloniale qui voulait satisfaire les besoins de la métropole, la cacaoculture est devenue, au fil des années, incontournable dans le développement social et économique de la Côte d'Ivoire indépendante. Dans leur volonté de faire de la Côte d'Ivoire un pays dont l'économie reposerait sur ses potentialités agricoles, les autorités publiques ivoiriennes ont, au lendemain de l'indépendance, opté pour un développement économique basé sur l'agriculture de plantation dominée par le café et le cacao (Cogneau D. et Mesplé-Somps S., 1999 ; Koménan F., 2016 ; Zamblé C., 2015). Les mesures incitatives mises en place telles que l'encadrement des planteurs par les SODE (Sawadogo A., 1974) et la garantie de la stabilité des prix d'achat aux producteurs à travers la Caisse de Stabilisation (CAISTAB) (Chauveau J-P. et Bobo S., 2005), pour attirer les populations à la terre, se sont avérées fructueuses, puisque entre 1960 et 1970, l'« argent du cacao » a permis à la Côte d'Ivoire de connaître une croissance spectaculaire de son Produit Intérieur Brut. Cette croissance a permis la redistribution de quelques 350 milliards de francs CFA par an dans le milieu paysan (Affou Y., 1990 ; cité par Kouamé S., 2007), améliorant, de fait, les conditions de vie des producteurs. Cependant, la situation a commencé à se dégrader à partir de 1980.

L'effondrement des cours des principaux produits d'exportation (le café et le cacao), le choc pétrolier de 1979 et le fardeau de la dette contractée dans les années 1970 ont plongé l'économie ivoirienne dans une crise profonde (Kouadio K. et al., 2007), conduisant à la mise en œuvre des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS). Ces programmes qui visaient : le désengagement de l'Etat des secteurs productifs, la restauration des équilibres intérieurs et extérieurs et l'amélioration de la compétitivité globale de l'économie nationale (Kouadio K., 2001 ; Kouadio K. et al., 2007), ont abouti au « dégraissage » dans le secteur public, à la privatisation des sociétés d'Etat, et surtout à la libéralisation de la filière cacao. N'ayant plus le soutien de l'Etat, et confié au secteur privé, le secteur du cacao ivoirien a plongé dans une crise sans précédent.

Dans la sous-préfecture de Dania, cette crise se caractérise non seulement par des « difficultés techniques (liées au vieillissement des vergers et à l'épuisement de la forêt) et sociales (vieillissement des producteurs) » (Ruff F., 1991 et 1995 ; cité par Tano M., 2012), mais aussi par une baisse des productions villageoises de cacao. En outre, elle a provoqué la baisse drastique du pouvoir d'achat des producteurs et détérioré les conditions de vie des ménages ruraux. Appauvris par l'effondrement de leurs revenus cacaoyers, beaucoup de ménages de la sous-préfecture se retrouvent en situation d'insécurité alimentaire. D'après une étude menée conjointement par le Ministère de l'agriculture et ses partenaires internationaux (PAM et FAO), environ 11% des ménages étaient touchés par l'insécurité alimentaire en 2009 (Minagri et al., 2009), ce qui, en termes réel, représente plus de 80.000 ruraux en situation d'insécurité alimentaire (Kaudjhis A., 2011). Ce constat pose les questions suivantes : quelles sont les caractéristiques de la crise cacaoyère dans la sous-préfecture de Dania ? Comment cette crise impacte-t-elle la situation alimentaire des ménages ? Comment les ménages agricoles de la sous-préfecture de Dania s'organisent-ils pour y résister ?

L'objectif de cette étude est de montrer comment, par diverses stratégies dans les exploitations agricoles, les ménages agricoles de la sous-préfecture de Dania tentent d'améliorer leur situation alimentaire dégradée par la crise cacaoyère. Pour y arriver,

notre étude s'est structurée en trois parties. La première est consacrée aux manifestations de la crise cacaoyère dans la sous-préfecture de Dania. La deuxième partie traite, quant à elle, de la situation alimentaire des ménages dans un contexte de crise cacaoyère. Enfin, la troisième partie analyse les stratégies de résilience mises en œuvre par les paysans.

## **1. Matériels et méthode**

### **1.1. Type de l'étude et nature des données collectées**

La présente étude s'inscrit dans une approche à la fois quantitative et qualitative. Elle est basée sur l'analyse de données statistiques et de discours des paysans. Le choix de l'approche quantitative répond à un souci de saisir, par des données quantifiables, l'ampleur de la crise cacaoyère et de l'insécurité alimentaire. Pour ce qui est de l'approche qualitative, son choix répond à un besoin de compréhension des logiques qui sous-tendent les stratégies mises en œuvre par les paysans dans les exploitations agricoles.

### **1.2. Lieu de collecte des données**

Les données ont été collectées dans la sous-préfecture de Dania, dans le centre-ouest de la Côte d'Ivoire. Cinq (05) villages (Dania, Gbeubly, Monoko-Zohi, Pélési et Vaou) et neuf (09) campements (Tanokro, Kouakoukro, Kouamékro, Loukoukro, Ziamibly, Gbeubly 2, Vaou 2, Django et Yaokouadiokro) ont été enquêtés. Les raisons qui expliquent le choix de ces localités sont :

- la situation foncière : il prévaut, dans ces terroirs, une situation de saturation foncière qui empêche les paysans de créer de nouvelles plantations ;
- la situation des exploitations cacaoyères : la quasi-totalité des exploitations villageoises de cacao sont vieillissantes et improductives. Elles ont été, pour l'essentiel, mises en culture avant 1980.

### **1.3. Instruments de collecte et d'analyse des données**

Pour la collecte des données quantitatives, un questionnaire, subdivisé en plusieurs sections a été administré aux enquêtés. Les sections du questionnaire portaient sur les caractéristiques socioéconomiques des enquêtés, la production agricole et la situation alimentaire. Pour la collecte des données qualitatives, nous avons eu recours à un guide d'entretien, dont le contenu permettait de documenter sur les logiques qui sous-tendent les pratiques paysannes dans un contexte de crise cacaoyère et d'insécurité alimentaire. L'analyse des données s'est faite aux moyens des logiciels Sphinx Plus et SPSS, pour les données quantitatives. Les données qualitatives ont été, quant à elles, analysées de façon manuelle. Le choix du mixte dans l'analyse des données s'explique par le fait que nous ne maîtrisons pas le traitement des données qualitatives avec les logiciels appropriés.

L'analyse de la situation alimentaire des ménages s'est appuyée sur le cadre conceptuel d'analyse de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité adopté par le PAM. Ce cadre utilise le score de consommation alimentaire (SCA) comme indicateur proxy de l'insécurité alimentaire. Ce score s'obtient par calcul de la consommation

alimentaire des ménages durant les sept (07) jours précédant l'enquête. Les ménages sont ainsi répartis en trois classes : (i) les ménages en insécurité alimentaire sévère ( $SCA \leq 21$ ) ; (ii) les ménages en insécurité alimentaire modérée ( $SCA$  est compris entre 21,5 et 35) ; (iii) les ménages en sécurité alimentaire ( $SCA \geq 35,5$ ).

**Figure 1 : Méthode de calcul du score de consommation alimentaire**

$$SC = \frac{(x_i G_{1n_j}) + (x_i G_{2n_j}) + (x_i G_{3n_j}) + (x_i G_{4n_j}) + (x_i G_{5n_j}) + (x_i G_{6n_j}) + (x_i G_{7n_j}) + (x_i G_{8n_j})}{A \quad 3}$$

Avec :  $x_i$ =poids attribué à chaque groupe d'aliments ;  $n_j$ = nombre de jour de consommation

**1.4. Echantillon et Technique d'échantillonnage**

Sur le terrain, les données ont été collectées auprès de deux cent quarante-sept (247) ménages, ventilés sur toute la zone d'étude. Cet échantillon est composé à trente-cinq pourcent (35%) d'autochtones, à quarante-six pourcent (46%) d'allochtones et à dix-neuf pourcent (19%) d'allogènes. L'échantillonnage s'est appuyé sur la technique probabiliste, précisément la technique aléatoire ou accidentelle. Cette technique a été privilégiée parce que nous voulions que chaque élément de la population d'enquête – les ménages agricoles – ait la chance d'être choisi (Vilatte J-C., 2007).

Concrètement, la démarche que nous avons adoptée a consisté à nous adresser d'abord, dans chaque localité enquêtée, à la chefferie qui, par le biais du secrétaire, se chargeait d'informer les ménages de notre passage. Ainsi, après que le secrétaire du chef du village ait donné l'information aux villageois, nous procédions à du « porte à porte » et interrogeons les ménages en fonction de la disponibilité du chef de ménage. Cette démarche nous a permis d'avoir des résultats dont les lignes qui suivent mettent en exergue les points saillants.

**2. Resultats**

**2.1. Caractéristiques de la crise cacaoyère dans la sous-préfecture de Dania**

Dans la sous-préfecture de Dania, la crise cacaoyère se caractérise par le vieillissement des vergers de cacaoyers, l'amenuisement des exploitations cacaoyères et la baisse continue de la production cacaoyère.

**2.2. Vieillessement des vergers cacaoyers**

*Tableau 1 : Date de mise en culture des exploitations cacaoyères*

Date mise en culture	Nombre de paysans	Proportion (%)
Non réponse	18	7,29
Entre 1960 et 1970	8	3,24
Entre 1971 et 1980	48	19,43
Entre 1981 et 1990	109	44,13
Entre 1991 et 2000	35	14,17
Entre 2001 et 2016	29	11,74
Total	247	100

Source : notre enquête de terrain (2018)

La plus vieille cacaoyère, dans les zones d'enquête, a été mise en culture en 1960 et la plus jeune, en 2015. Dans les détails, les données recueillies sur le terrain montrent, en fait, qu'à peine 3% des plantations de cacaoyers, encore fonctionnelles, ont été mises en valeur entre 1960 et 1970. Cette faible proportion s'explique par le fait que la plupart des plantations de ce type n'existent plus parce qu'utilisées pour d'autres cultures. Les planteurs ont expliqué qu'en général, après une longue période de production, devenant infertiles, les parcelles étaient utilisées pour des cultures « passe partout ». À côté de ces types de plantations qui datent de la période du « boom cacaoyer », il y a les plantations qui ont été mises en culture entre 1971 et 1980. Ces plantations constituent un peu plus de dix-neuf pourcent (19,43% plus exactement) de l'ensemble des plantations. Ensuite, viennent les plantations qui ont été créées entre 1981 et 2000. Avec une proportion de près de soixante pourcent (58,30% en termes réel), ces plantations constituent le plus gros lot des plantations cacaoyères de la sous-préfecture. Enfin, il y a les plantations relativement récentes, créées entre 2001 et 2016. Ces plantations représentent environ douze pourcent de l'ensemble des plantations.

*Tableau 2: Âge des exploitations cacaoyères*

Tranche d'âge	Nombre de paysans	Proportion (%)
Non réponse	18	7,29
Moins de 5 ans	1	0,40
Entre 5 et 10 ans	6	2,43
Entre 10 et 20 ans	39	15,79
Entre 20 et 30 ans	52	21,05
Entre 30 et 40 ans	105	42,51
40 ans et plus	26	10,53
Total	247	100

*Source : notre enquête de terrain (2018)*

L'analyse de l'âge des exploitations cacaoyères (Tableau 2) montre que la majorité des plantations de cacaoyers est plus proche du déclin que de l'apogée. En effet, la majorité (53%) des exploitations a un âge supérieur ou égal à 30 ans. Il s'agit des plantations qui ont été créées pendant la mise en place du front pionnier dans les années 1960 et 1970. À côté de ces « vieilles » plantations, on retrouve celles qui peuvent être qualifiées de plantations matures. Elles ont un âge compris entre 10 ans et 30 ans et compte pour près de 37% dans l'échantillon total des exploitations cacaoyères. La troisième vague de plantations, les jeunes plantations, comptent pour moins de 3% dans les réponses des paysans. Ce sont des plantations dont l'âge va de moins de 5 ans à 10 ans au plus.

Le vieillissement des plantations n'est pas la seule manifestation de la crise cacaoyère dans les milieux paysans de la sous-préfecture de Dania. Depuis quelques années, les paysans font face aux effets dévastateurs des parasites qui détruisent les vergers cacaoyers, faisant perdre aux planteurs une bonne partie de leurs surfaces cacaoyères.

2.2.1. *Amenuisement des surfaces cacaoyères*

**Tableau 3: Evolution chronologique de la superficie des cacaoyères**

Superficies des cacaoyères (ha)	1980	2002	2006	2016
Moins d'un hectare	4	42	96	124
1 à 3	27	50	75	88
4 à 6	70	63	42	26
7 à 10	102	70	24	7
10 à 20	28	15	8	2
21 et plus	16	7	2	0
Total	247	247	247	247

Source : notre enquête de terrain (2018)

L'un des faits marquant de la crise cacaoyère dans la sous-préfecture de Dania c'est l'amenuisement des superficies des exploitations cacaoyères. Au fil des années, beaucoup de planteurs ont vu les superficies de leurs plantations de cacaoyers décroître continuellement. En effet, depuis 1980, les superficies des cacaoyères de la sous-préfecture n'ont cessé de diminuer, de sorte qu'aujourd'hui, elles sont devenues presque insignifiantes. L'analyse des données (Tableau 3) montre qu'en l'espace d'un peu plus de trente ans, la plupart des exploitations cacaoyères a considérablement rétréci. Alors qu'en 1980, la majorité (146 exploitations, soit 59,10%) des exploitations cacaoyères avait une superficie comprise entre 7ha et plus de 21ha, en 2016, c'est entre moins d'un hectare et 6 hectares que sont comprises les superficies de la plupart des exploitations cacaoyères (238 exploitations, soit 96,35%).

Symptomatique de l'état de délabrement des plantations de cacaoyers dans la sous-préfecture de Dania, cette diminution des superficies est résultante d'un facteur essentiel : la contagion des cacaoyers par les parasites. L'action de ces parasites est particulièrement gênante pour les paysans d'autant plus que, dans certains cas, c'est la quasi-totalité des cacaoyères qui est décimée. Selon les planteurs qui en font face, c'est après 2004 que, revenus pour la plupart de leur « exil », qu'ils constatèrent l'ampleur de cette situation. C'est ce qu'a expliqué ce paysan, en ces termes :

« Leur maladie de cacao-là va nous tuer. Regardes, ça tout gâté. Depuis quand la guerre a commencé qu'on est parti, à notre retour on voit que les cacaos sont pourris. Les arbres oh, les cabosses oh, tout est parti. Il y a des frères ici que je connais qui ont presque tout perdu. » [G.C, à Pélézi]

Cet amenuisement de la superficie des cacaoyères, au fil des années, constitue un obstacle majeur au bon rendement desdites cacaoyères, d'autant plus que les paysans n'ont – pour la plupart – aucun ou pas suffisamment de moyens financiers pour s'offrir des engrais, incontournables pour une bonne production, dans ce cas-là.

2.2.2. *Baisse de la production cacaoyère*

La production cacaoyère dans la sous-préfecture de Dania est caractéristique de la crise qui secoue le secteur du cacao dans cette partie de la Côte d'Ivoire. De 1980 jusqu'en 2016, en effet, les productions villageoises de cacao sont en constante baisse (Koffi Y., 2018). Les raisons de cette baisse de la production sont liées au vieillissement

des vergers et à l'amenuisement des surfaces cacaoyères. C'est ce qui ressort des propos de ce planteur interrogé à Dania :

« Bon, c'est maladie-là qui fait ça. Tous les pieds de cacao-là sont morts, donc ça ne peut pas donner comme avant. Et puis les champs ont diminué. Avant les champs de cacao étaient très grands, là on pouvait avoir plusieurs tonnes. Mais maintenant-là, tous ces problèmes font que ça ne donne plus. » [B.A, à Dania]

**Tableau 4: Evolution de la production cacaoyère de 1980 à 2016**

Productions des cacaoyères (tonne)	1980	2002	2006	2016
Moins de 5	67	112	189	220
De 5 à 10	112	95	40	22
De 10 à 15	47	27	12	3
De 15 à 20	16	11	4	1
De 20 à 25	5	2	2	1
Total	247	247	247	247

Source : notre enquête de terrain (2018)

En termes statistique, les données (Tableau 4) montrent que dans les années 1980, les cacaoyères étaient dans l'ensemble productives. Sur les 247 paysans enquêtés, 159 (soit 64% de l'échantillon) avaient une production cacaoyère comprise entre 5 et 15 tonnes. Mais par la suite, les productions se sont inscrites dans une tendance baissière, de sorte qu'en 2002, c'étaient seulement 49% des paysans qui produisaient entre 5 et 15 tonnes de cacao. De 2002 jusqu'en 2016, la situation est allée s'empirant. En 2006, les données révèlent que, plus de trois paysans sur quatre (76% de l'échantillon) ont produit moins de 5 tonnes de cacao. Il en est de même pour l'année 2016, où le taux des paysans ayant produit moins de 5 tonnes est en augmentation (89% des paysans).

### 2.3. La sécurité alimentaire à l'épreuve de la crise cacaoyère dans la sous-préfecture de Dania

#### 2.3.1. Baisse du revenu des paysans

La baisse de la production cacaoyère a provoqué indéniablement la baisse du revenu des paysans de la sous-préfecture de Dania. Depuis plus d'une décennie maintenant, en effet, les paysans cacaoculteurs font face à la baisse de leur pouvoir d'achat. Dans toutes les localités où nous avons menés les enquêtes, les discours des paysans demeurent presque les mêmes : « y'a plus l'argent dans cacao comme avant ». Quelle que soit leur appartenance ethnique, les paysans sont unanimes sur le fait que « on gagnait l'argent dans cacao avant la guerre. C'est la guerre-là qui est venue tout gêner. »

« Avant 2002, le cacao était payé à plus de 1000 francs le kilo [kilogramme]. Imagines si tu as fait une tonne, imagines toi-même un peu ce que ça donne. Et beaucoup de planteurs au village ici, on pouvait taper [produire] une tonne et demi, même deux tonnes même on faisait ça ici. Celui qui dit qu'il n'a pas eu l'argent dans cacao, pendant ce temps-là [2000-2001], c'est que c'est un menteur. » [K.P, à Dania]

**Tableau 5 : Dynamique du revenu des paysans de 1980 à 2016**

Revenus annuels (F CFA)	1980	2002	2006	2016
Plus de 3 millions	3	58	22	3
Entre 2,5 et 3 millions	12	88	21	5
Entre 2 et 2,5 millions	17	45	32	12
Entre 1,5 et 2 millions	38	13	37	13
Entre 1 et 1,5 millions	75	35	48	75
Entre 0,5 et 1 millions	102	8	87	139
Total	247	247	247	247

Source : notre enquête de terrain (2018)

Selon les données statistiques (Tableau 5), alors que 59% des paysans gagnaient entre 2,5 et 3 millions FCFA comme revenu cacaoyer annuel, ce sont à peine 3% dont le revenu annuel s'inscrit dans cette tranche, en 2016. Dans le même temps, le nombre de paysans qui percevait 0,5 et 1,5 millions FCFA annuellement a presque quadruplé, passant de 43 en 2002 à 214 en 2016.

### 2.3.2. Baisse de la production vivrière

**Tableau 6 : Dynamique de la production (tonne) vivrière de 1980 à 2016**

Types de Cultures	1980	2002	2006	2016
Ignames	340	310	44,5	30
Maïs	680	490	230	62
Manioc	150	93	20,3	19,5
Banane plantain	130	97	25,6	12

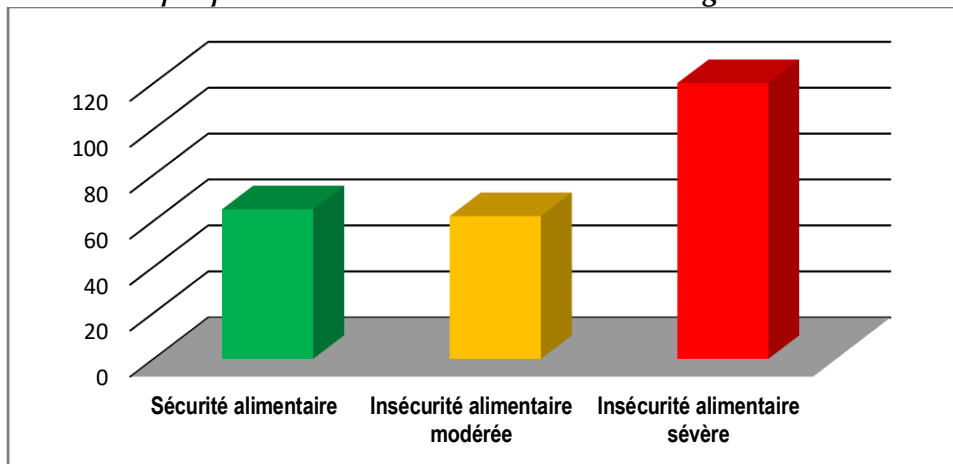
Source : notre enquête de terrain (2018)

La production vivrière dans la sous-préfecture de Dania connaît aussi une baisse significative. De 1980 à 2016, la production de l'igname est passée de 340 tonnes à 30 tonnes, soit une baisse de 91,17%. La production de maïs est passée, sur la même période, de 680 tonnes à 62 tonnes, perdant ainsi 90,88% de sa valeur. La banane plantain, quant à elle, est passée de 130 tonnes en 1980 à 12 tonnes en 2016, soit une baisse de 90,77%. C'est le manioc qui, de toutes les principales cultures vivrières cultivées dans la sous-préfecture, a connu le plus faible taux de décroissance, avec 87%.



### 2.3.3. *Evaluation de la situation alimentaire dans les milieux paysans de Dania*

**Graphique 1 : Situation alimentaire des ménages**



Source : notre enquête de terrain (2018)

L'évaluation de la situation alimentaire des ménages montre que l'insécurité alimentaire est grandissante dans la sous-préfecture de Dania. De l'analyse des données (Graphique 1), il ressort, en effet, qu'il y a beaucoup plus de ménages en situation d'insécurité alimentaire que de ménages en situation de sécurité alimentaire. Les résultats montrent que, seulement, vingt-six pourcent (26,32% plus exactement) des ménages que nous avons enquêtés sont en situation de sécurité alimentaire. Ces ménages sont à mesure, non seulement, de satisfaire à leurs besoins alimentaires quotidiens, mais également, ils consomment des aliments dont la qualité est jugée bonne pour leur santé. Par contre, près de soixante-quinze pourcent (74,68% en chiffre réel) des ménages sont en situation d'insécurité alimentaire. Parmi les paysans en situation d'insécurité alimentaire, près de soixante-six pourcent (65,93% exactement) sont en situation d'insécurité alimentaire sévère et trente-quatre pourcent (34,07%), en situation d'insécurité alimentaire modérée.

Face à cette situation d'insécurité alimentaire grandissante, les paysans de la sous-préfecture de Dania ont mis en œuvre des stratégies de résilience, portées chacune par une logique distincte.

## 2.4. *Stratégies de résilience dans les exploitations agricoles de la sous-préfecture de Dania*

La résilience dans les exploitations agricoles de la sous-préfecture de Dania s'organise autour : du changement des plants de cacaoyers pour ceux d'anacardiens, de l'association de cultures et de la diversification agricole dans les bas-fonds rizicoles.

### 2.4.1. *Changement des plants de cacaoyers par ceux d'anacardiens*

L'une des stratégies développées par les paysans pour pallier la crise cacaoyère et son corollaire d'insécurité alimentaire, c'est le changement des plants de cacaoyers par ceux d'anacardiens (RUF F. et al., 2019). Depuis quelques années, en effet, l'usage des anacardiens dans les exploitations cacaoyères a changé. De l'utilisation comme ombrage aux jeunes cacaoyers, les anacardiens sont désormais utilisés comme des

cultures à part entières. Sa mise en culture se fait dans des plantations de cacaoyers vieilles. C'est ce que nous révèlent les propos de ce paysan :

« Quand un champ peut te rapporter quelque chose, toi-même tu connais. Quand ça ne peut pas aussi, tu connais. Le champ de cacao que j'ai là, c'est un héritage de la famille. C'est-à-dire que mes parents ont cultivé jusqu'à et puis moi je suis venu prendre. Si tu mets l'argent dedans encore, ça ne va plus rien te rapporter, tu vas perdre même. Parce que ce n'est pas une affaire de cette année seulement hein, tu vas dépenser dedans chaque année. Donc moi j'ai vu ça, je me suis dit : djô, c'est mieux tu vas faire de l'anacarde pour gagner un peu...donc c'est comme ça que tout est parti. » [Y. C, 52 ans, à Dania]

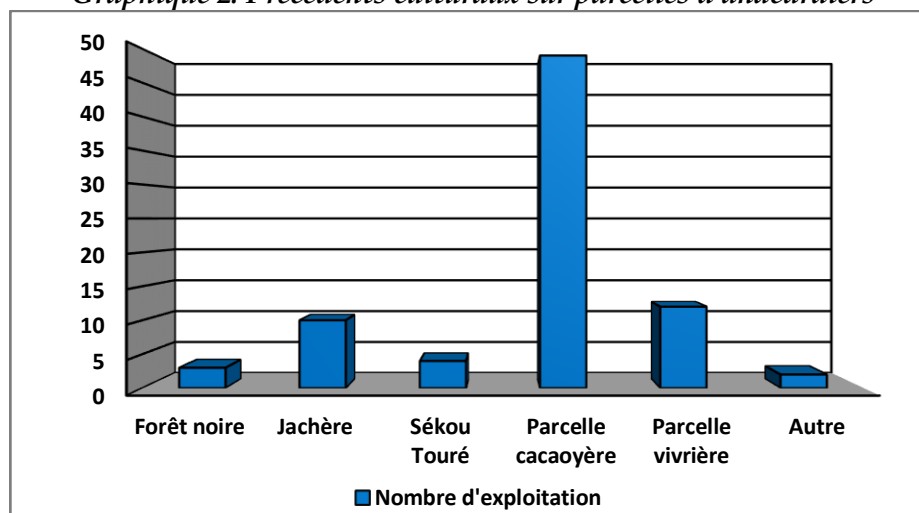
Pour certains paysans, le changement des plants de cacaoyers par ceux d'anacardiens est consécutif au coût élevé de l'entretien des cacaoyères vieilles :

« Ce qui m'a poussé même pour aller faire de l'anacarde c'est problème d'argent pour entretenir mon champ de cacao-là. Y'a pas l'argent pour faire tous les travaux dedans pour que ça donne bien. Et même si y'avait l'argent, moi je ne vais pas prendre le risque de perdre. De toutes les façons c'est une ancienne plantation, les cacaoyers mêmes sont tous gâtés. Donc j'ai préféré mettre anacarde dedans. » [A.K, fonctionnaire à la retraite]

Pour d'autres encore, c'est la difficulté d'accès à la main-d'œuvre agricole pour l'exploitation des cacaoyères qui les a contraints au changement des plants de cacaoyers pour ceux d'anacardiens :

« Oui, c'est ce que j'ai dit au début. Aujourd'hui tu ne peux pas trouver de manœuvre comme ça qui va venir travailler dans ton champ de cacao. Parce que pour que le gars vienne travailler, il regarde ; il faut que lui aussi il gagne pour lui dedans. Mais les champs de cacao ne donnent plus comme avant. Si tu veux faire, tu ne vas pas trouver quelqu'un pour t'aider. » [A.K, fonctionnaire à la retraite]

*Graphique 2: Précédents culturels sur parcelles d'anacardiens*



Source : notre enquête de terrain (2018)

Le graphique ci-dessus révèle que 61% des plantations d'anacardiens actuelles étaient des parcelles destinées à la cacaoculture. Dans certains cas (15%) ce sont des parcelles destinées au vivrier qui, maintenant, sont utilisées pour la culture de l'anacarde. Les précédents culturels sont aussi composés de jachères (12%), de Sékou Touré (5%), de Forêt noire (4%) et d'autres parcelles (3%) telles que les bas-fonds.

#### 2.4.2. Association de cultures dans les exploitations agricoles

L'agriculture n'est plus pratiquée sur les parcelles agricoles de la sous-préfecture de Dania comme auparavant. La plupart des paysans pratiquent désormais l'association de cultures sur leurs parcelles. Quel que soit le type de parcelle, les cultures ne sont plus cultivées seules sur les parcelles. Il ressort, en effet, de l'analyse de nos données (Tableau 7) de terrain que les paysans cultivent de plus en plus les parcelles en mettant en association plusieurs cultures pérennes entre elles ou en associant ces cultures pérennes avec les cultures vivrières. Les cacaoyères qui, après trois ou quatre années, se retrouvaient en monoculture, sont aujourd'hui associées à nouveau avec d'autres spéculations agricoles. Les parcelles de vivriers sont, elles aussi concernées par ces changements à l'œuvre dans les exploitations agricoles.

*Tableau 7 : Nombre de spéculations associées en fonction du type de parcelle*

modalités de réponse	cultures pérennes		cultures vivrières	
	nombre de ménages	Proportion (%)	nombre de ménages	Proportion (%)
Une spéculation	18	7,29	4	5,26
Deux spéculations	43	17,41	16	21,05
Trois spéculations	83	33,60	13	17,11
Plus de trois spéculations	103	41,70	43	56,58
Total	247	100	76	100

*Source : notre enquête de terrain (2018)*

De l'analyse du tableau ci-dessus, on s'aperçoit qu'il y a une forte concentration de spéculations sur les parcelles agricoles. Sur les parcelles de cultures pérennes et vivrières, les paysans, dans leur grande majorité (41,7% pour les cultures pérennes et 56,58% pour les cultures vivrières), associent plus de trois spéculations. Il n'y a qu'un petit nombre (7,29% pour les cultures pérennes et 5,26% pour les cultures vivrières) de paysans qui continuent de cultiver une seule spéculation sur leurs parcelles agricoles. Quand la question leur a été posée de savoir pourquoi cette association des spéculations sur les parcelles, les paysans ont répondu qu'il s'agit, en fait, de maximiser leurs productions. Pour certains paysans, en effet, cultiver concomitamment plusieurs spéculations agricoles, est un moyen efficace d'augmenter leurs productions agricoles en berne depuis quelques années.

« Aujourd'hui tu es obligé de mettre les cultures ensemble ; la terre là n'est plus beaucoup. Donc on ne peut plus faire comme avant. Si tu ne fais pas ça, tu ne vas rien gagner. Quand tu vois que les gens font comme cela aujourd'hui, c'est parce que c'est la solution pour produire plus de produits » [O.M, à Dania]

De ces propos, il est clair que pour les pratiquants de l'association des cultures dans les exploitations agricoles, la logique est de produire beaucoup pour satisfaire les besoins de la famille.

2.4.3. *Diversification agricole dans les bas-fonds*

**Tableau 8 : Situation alimentaire (%) des ménages en fonction des parcelles agricoles exploitées**

Situation alimentaire	Cultures pérennes	Cultures vivrières	Bas-fond
Sécurité alimentaire	25,74	30,00	63,49
Insécurité alimentaire modérée	12,87	20,00	26,98
Insécurité alimentaire sévère	61,39	50,00	9,52

Source : notre enquête de terrain (2018)

Dans la sous-préfecture de Dania, soixante-trois pourcent (63%) de ménages exploitent un bas-fond contre seulement trente-sept pourcent (37%) qui n'en exploitent pas. L'exploitation des bas-fonds s'est avérée nécessaire pour beaucoup de ménages qui, auparavant, ne s'y intéressaient pas. En effet, pendant de nombreuses années, les populations autochtones de la sous-préfecture de Dania considéraient les bas-fonds comme des lieux malsains et nuisibles à la virilité des hommes. De ce fait, ces espaces étaient cédés aux manœuvres allogènes qui travaillaient dans les cacaoyères et caféières. Mais depuis quelques années, le manque de terres arables couplé à l'insécurité alimentaire grandissante a amené les uns et les autres à reconsidérer leur position.

Selon les données (Tableau 8), l'exploitation des bas-fonds est source de sécurité alimentaire pour les ménages. L'analyse croisée des données a révélé que les ménages qui exploitent un bas-fond sont plus en situation de sécurité alimentaire que les ménages qui n'en exploitent pas. En effet, l'analyse des données a révélé que près de soixante-quatre pourcent (63, 49% plus exactement) des ménages qui exploitent un bas-fond sont en situation de sécurité alimentaire, contre environ trente-sept pourcent (36, 50%) dont la situation alimentaire est insatisfaisante ou alarmante. Comparativement, les ménages qui n'exploitent que les cultures pérennes ou les cultures vivrières sont plus en insécurité alimentaire. Les données montrent que, dans les deux cas, près d'un ménage sur trois est en situation d'insécurité alimentaire, avec une plus grande proportion pour les cas sévères (61,39% pour les cultures pérennes et 50% pour les cultures vivrières).

### 3. Discussion

L'analyse des données de terrain sur la crise cacaoyère dans la sous-préfecture de Dania a montré que cette crise est caractérisée par le vieillissement des exploitations cacaoyères, l'amenuisement des superficies des cacaoyères et la baisse constante des productions de cacao. En effet, la plupart des cacaoyères dans la sous-préfecture de Dania a été mise en culture dans les années 1980. Aussi, du fait de l'abandon des exploitations à la faveur de la crise militaro-politique, les superficies des cacaoyères ont connu une baisse significative, de sorte que dans certains cas, les paysans ont perdu plus de trois quart de leurs plantations. De même, consécutives à la baisse des superficies, les productions cacaoyères se sont elles aussi effondrées. Les paysans, pour la plupart, n'ont pas les moyens financiers pour utiliser les engrais qui leur permettraient de produire plus sur un espace réduit.

Les données de terrain ont également montré que les ménages agricoles de la sous-préfecture de Dania sont, pour la majorité, en situation d'insécurité alimentaire. Aujourd'hui, trois ménages sur quatre ne parviennent pas à satisfaire ses besoins alimentaires quotidiens. La cause de cette situation est, principalement, la baisse continue de la production vivrière. Au fil des années, en effet, les terres allouées aux cultures vivrières se sont amenuisées, ne permettant pas ainsi aux ménages de produire suffisamment de denrées alimentaires. Les productions des cultures telles que l'igname, le maïs, le taro ou la banane plantain qui, dans les années 1980, étaient abondantes, sont aujourd'hui devenues insuffisantes. Pour Koffi Y. (2015) et Koffi Y. et al. (2018), tout part de la crise de la production cacaoyère. Dans l'étude qu'ils ont menée dans la sous-préfecture de Dania, les auteurs montrent que la crise cacaoyère a entraîné, de fait, une baisse de la production vivrière, induisant ainsi plus de la moitié des ménages agricole en insécurité alimentaire. Mais face à ces difficultés, les paysans ne sont pas passifs ; ils mettent en œuvre des stratégies de résilience.

L'analyse de ces stratégies paysannes nous révèle que les paysans de Dania ont recours au changement des plants de cacaoyers pour ceux d'anacardiens, à l'association de plusieurs cultures, et à la diversification agricole dans les bas-fonds pour faire face à la crise cacaoyère. Les données ont montré, concernant le changement des plants de cacaoyers par les plants d'anacardiens, que cette pratique se fait sur les parcelles de cacaoyers inexploitable. La plupart des paysans ont recours à cette pratique à cause de la pénibilité des travaux que génèrent les cacaoyères vieilles. Ainsi, en se tournant vers la culture de l'anacarde, les paysans échappent aux durs travaux champêtres des cacaoyères, mais également au coût élevé de leur exploitation. Notre étude présente des similitudes, à ce niveau, avec celle menée par Koffi Y. et Kouadio R. (2019) dans le bassin cotonnier de Côte d'Ivoire. Les auteurs montrent que les facteurs d'adoption de l'anacarde dans cette partie du pays sont les marges brutes de la culture d'anacarde supérieures à celle du coton et la faible quantité de travail nécessaire à l'entretien des vergers anacardiens.

Ensuite, pour ce qui est de l'association des cultures, nous avons montré que, les paysans de la sous-préfecture de Dania ont tendance à associer plus de trois spéculations sur une même parcelle agricole. Les terres arables étant devenues insuffisantes, les paysans pratiquent l'association des cultures pour une plus grande production agricole. Sur ce point, la présente étude rejoint celles menées par Dally H. (2020), Seydou N. et al. (2017), Lounang F. et al. (2014) et Diomandé M. et al. (2013), respectivement dans la sous-préfecture de Domangbeu, en Casamance au Sénégal, au Cameroun et dans l'écotone forêt-savane de la Côte d'Ivoire. Pour la première étude, l'auteur montre que pour pallier la crise foncière, les paysans associent plusieurs cultures sur les espaces agricoles, tant sur les espaces de cultures pérennes que sur les espaces de cultures vivrières. Pour ce qui est de la deuxième étude, les auteurs mettent en exergue l'association de l'anacarde avec plusieurs cultures. Cette association, selon les auteurs, permet une meilleure production des noix de cajou. En ce qui concerne la troisième étude, les auteurs révèlent que pour faire face à la crise dans le secteur du café, les paysans camerounais adoptent l'association de cultures dans les bas-fonds pour maximiser leur production. Enfin, dans la dernière étude, c'est plutôt sous l'effet des changements climatiques que les agriculteurs ont adopté l'association de cultures

sur leurs parcelles agricoles. L'étude montre, à cet effet, que la logique paysanne de maximisation de la production est caractérisée par le taux élevé (76% dans la zone nord et 92% dans la zone forêt) des agriculteurs pratiquant plus de deux spéculations agricoles sur leurs parcelles. Par contre, selon Codjo T. et al. (2015), l'association de cultures n'a pas toujours pour logique la maximisation de la production ; elle est sous-tendue, aussi, par une logique d' « espoir ». Ils affirment que les agriculteurs de la commune d'Adjohun au Bénin pratiquent l'association de cultures dans l'espoir que les conditions climatiques locales répondraient aux exigences de l'une au moins des cultures associées.

Enfin, concernant la diversification agricole dans les bas-fonds, l'analyse des données a montré que, de plus en plus, les paysans de Dania investissent ces espaces qui, autrefois, à cause des imaginaires sociaux, étaient sous-exploités. L'exploitation des bas-fonds a permis aux ménages d'augmenter leur production vivrière, améliorant ainsi leur situation alimentaire. L'insécurité alimentaire qui sévit dans les milieux villageois a fait que ces écotones sont devenus des endroits prisés. L'intérêt renouvelé des ménages pour les bas-fonds n'est pas fortuit, puisqu'ils donnent à ceux qui les exploitent un meilleur indice de sécurité alimentaire (Koffi Y. et al, 2018). A cet effet, Kaudjhis A. (2011) explique que les paysans du Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire s'engagent désormais dans les bas-fonds pour assurer quantitativement et qualitativement leurs besoins alimentaires.

## Conclusion

Au lendemain de l'indépendance de la Côte d'Ivoire, les paysans de la sous-préfecture de Dania se sont massivement lancés dans la pratique de la culture du cacao. Avec cette culture, les paysans et leurs familles ont pu subvenir à leurs différents besoins, tant sociaux qu'alimentaires. En outre, le cacao a permis à beaucoup de producteurs villageois de se réaliser socialement, en acquérant des biens matériels. Toutes ces réalisations des paysans ont été rendues possibles grâce à une forte production cacaoyère et une abondante disponibilité foncière. Mais comme le prédisait Ruf F. (1991 et 1995), le système d'extension des parcelles qui a permis de grandes productions cacaoyères n'est plus possible dans la sous-préfecture. Dès lors le secteur du cacao connaît une crise sans précédent.

La crise cacaoyère, dans la sous-préfecture de Dania, se manifeste, d'abord, à travers le vieillissement des plantations. Les données statistiques ont montré que la plupart des cacaoyères ont un âge compris entre 30 et 40 ans. Ensuite, la crise se manifeste à travers l'amenuisement des superficies des plantations de cacaoyers. Touchées par les parasites et mal entretenues, les cacaoyères perdent une bonne partie de leurs superficies. Enfin, la crise se manifeste par la baisse continue des productions cacaoyères villageoises. Intimement liées à la taille des parcelles, les productions cacaoyères connaissent, elles aussi, une dynamique baissière depuis le conflit armé de 2002, bouleversant ainsi les modes de vie des planteurs. Beaucoup de paysans et leurs ménages sont dans l'incapacité d'avoir une bonne situation alimentaire.

Cette incapacité des ménages à avoir une bonne situation alimentaire les a contraints à développer des stratégies d'adaptation. Ces stratégies ont pour but d'augmenter

quantitativement et qualitativement les productions agricoles – surtout vivrières – et de diversifier les sources de revenus. Il s’agit du changement des plants de cacaoyers par des plants d’anacardiens, de l’association de cultures sur une même parcelle et de la diversification agricole dans les bas-fonds.

### Références bibliographiques

- AFFOU, Y. S. (1990). *La relève paysanne en Côte d'ivoire : étude d'expériences vivrières*, Karthala ; ORSTOM, Paris
- CHAUVEAU J-P et BOBO S. (2005). « Crise foncière, crise de la ruralité et relation entre autochtones et migrants en Côte d’Ivoire forestière.» in *Outre-Terre*, 2(11), pp.247-264.
- CODJO T et al. (2015). « Stratégies paysannes d’adaptation aux changements climatiques dans la commune d’Adjohun.» *XXVIIIème Colloque de l’Association Internationale de Climatologie*.
- COGNEAU, D et MESPLE-SOMPS, S. (1999). *La Côte d’Ivoire peut-elle devenir un pays émergent?* (118p.). Paris: OCDE.
- DALLY, H. (2020). « Crise foncière, insécurité alimentaire et stratégies d’adaptation dans la sous-préfecture de Domangbeu (Centre-ouest de la Côte d’Ivoire).» in *Revue ivoirienne de sociologie et de sciences sociales*, Vol.1 (n°2), pp.168-183.
- DIOMANDE M et al. (2013). « Vers un changement du calendrier cultural dans l’écotone forêt-savane de la Côte d’Ivoire.» in *Agriculture Africaine*, 25(2), 133-147.
- KAUDJHIS, A. (2011). « Sécurité alimentaire à travers la valorisation des bas-fonds: un enjeu majeur pour les paysans du Centre-ouest de la Côte d’Ivoire.» in *Les lignes de Bouaké-la-neuve*, (n°2), pp.24-43.
- KOFFI, Y. G. R. (2015). *Dynamique cacaoyère et sécurité alimentaire dans la sous-préfecture de Dania* (Mémoire de master). Université Alassane Ouattara, Bouaké.
- KOFFI, Y., KOUASSI, K., BARIMA, S., et KAUDJHIS, A. (2018). « Pratique cacaoyère, délitement de l’accès au foncier et sécurité alimentaire dans la sous-préfecture de Dania.» in *TROPICULTURA*, Vol.36 (N°2), pp.380-391.
- KOFFI, Y. S., & KOUADIO, R. O. (2019). « Les facteurs de l’adoption de l’anacarde dans le bassin cotonnier de Côte d’Ivoire.» in *Cahiers Agricultures*, Vol.28 (N°24).
- KOMENAN, F. (2016). « La prédominance du café et du cacao dans la colonie de Côte d’Ivoire de 1930 à 1960.» in *Folofolo*, pp.101-120.
- KOUADIO, K. A, (2001). *Dette de la Côte d’Ivoire et déficit dans la lutte contre la pauvreté*. Helsinki: United Nation University, WIDER.
- KOUADIO, K., MONSAN, V., et GBONGUE, M. (2007). *Investissements et dynamique de la pauvreté en milieu agricole ivoirien. Rapport final*, PMMA 10476 (39p.). Lima, Pérou: Université d’Abidjan-Cocody et C.I.R.E.S.

- KOUAME, S. (2007), *Privatisation et stratégies de résilience dans les exploitations villageoises de palmier à huile en Basse Côte d'Ivoire* (Thèse unique de Doctorat). Université de Bouaké, Bouaké.
- LOUNANG F et al. (2014). «Expansion des cultures de contre-saison, changements d'utilisation du sol et les implications environnementales dans les paysanneries de l'ouest Cameroun.» in *Scientific Annals of University of IASI, LX(2)*, pp.41-57.
- MINAGRI, FAO, & PAM. (2012). *Evaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence: données de janvier et février 2012*. (p. 65p.). Abidjan, Côte d'Ivoire: Ministère de l'Agriculture (Côte d'Ivoire).
- MINAGRI, PAM, FAO, & INS. (2009). *Evaluation approfondie de la sécurité alimentaire des ménages ruraux en Côte d'Ivoire* (p. 79p). Rome, Italie: Programme Alimentaire Mondial.
- RUF, F. (1991). Les crises cacaoyères : « La malédiction des âges d'or ? » in *Cahiers d'études africaines, 31(121)*, 83-134.
- RUF, F. (1995). *Booms et crise du cacao : Les vertiges de l'or brun* (CIRAD-SAR, Ministère de la coopération). Paris: KARTHALA Editions.
- RUF F., KONE S., et BEBO B. (2019) «Le boom de l'anacarde en Côte d'Ivoire: transition écologique et sociale des systèmes à base de coton et de cacao» in *Cahiers Agricultures*, vol.28, n°21.
- SAWADOGO, A. (1974). « La stratégie du développement de l'agriculture en Côte d'Ivoire.» in *Bulletin de l'Association de Géographes français*, (415-416), 87-103.
- SEYDOU, N., MOHAMED M, & MALAÏNY D. (2017). « Caractérisation des Plantations à base d'anacardier (*Anacardium occidentale* L.) dans le Balantacounda : cas des communes de Kaour, Goudomp et Djibanar (Casamance/Sénégal).» in *European Scientific Journal, Vol.13 (N°12)*.
- TANO, M. (2012). *Crise cacaoyère et stratégies des producteurs de la sous-préfecture de Méadji au Sud-ouest ivoirien* (Thèse de doctorat.). Université de Toulouse le Mirail, France. Consulté à l'adresse <http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00713662>
- VILATTE, J.-C. (2007). *Méthodologie de l'enquête par questionnaire*. Grisolles, France: Formation « Evaluation ».
- ZAMBLE, C. (2015). « Impact du changement de politique agricole dans la filière cacao en Côte d'Ivoire: analyse de son évolution ». Université Laval. Consulté à l'adresse <https://theses.ulaval.ca/archimede/fichiers/31683/31683.pdf>